



## Selon les chefs du Pentagone, les troupes US resteront encore des années en Syrie.

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 17 décembre 2019  
[wsws.org](#) 13 décembre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Deux mois après que le président américain Donald Trump a annoncé de façon démagogique qu'il retirerait les troupes américaines du nord-est de la Syrie pour tenir sa promesse électorale de mettre fin aux «guerres sans fin» de Washington, les hauts responsables civils et en uniforme du Pentagone ont déclaré mercredi au Congrès qu'ils ne prévoyaient pas de fin à la présence militaire américaine.

Le secrétaire à la Défense Mark Esper et le chef d'état-major interarmées, le général Mark Milley, ont affirmé dans leur témoignage devant la Commission parlementaire des forces armées que l'armée américaine resterait en Syrie, pour assurer la «défaite durable» de l'État islamique d'Irak et de Syrie (EI — l'État islamique) et que cet objectif ne serait probablement atteint que dans des années.

«Mon évaluation à ce stade est que si nous ne conservons pas une capacité de renseignement qui nous permette de recueillir, de voir et d'agir avec une capacité de frappe sur l'EI en Syrie, les conditions pour la réémergence de l'EI seront réunies», a dit Milley devant le comité. «Ça prendra du temps, peut-être six à douze mois, mais ISIS réapparaîtra si les États-Unis tombent à zéro.»

Esper est allé encore plus loin, insistant que les forces militaires américaines devaient rester en Syrie, pas tant pour contrer une force militaire existante que pour combattre une «idéologie».

«Je pense qu'infliger la défaite, si vous voulez, sera difficile parce que c'est une idéologie», a dit Esper au panel de la Chambre après des questions répétées concernant la stratégie américaine en Syrie. «C'est difficile de prévoir à quel moment nous pourrions bientôt l'éradiquer», a-t-il ajouté.

Esper et Milley ont tous deux tenté d'esquiver les questions sur l'approbation de Trump de l'invasion turque en Syrie en octobre. Cette incursion turque visait à éloigner de la frontière turco-syrienne la milice kurde syrienne YPG, qui avait servi de force terrestre mandataire à l'armée américaine. Ankara considère le YPJ comme un prolongement «terroriste» du mouvement séparatiste kurde turc du PKK, contre lequel il mène depuis des décennies une sanglante campagne anti-insurrectionnelle.

Ils ont également évité les questions sur la justification ultérieure de Trump pour une présence américaine continue en Syrie. Selon Trump, le motif pour maintenir le déploiement

de troupes était de «prendre le pétrole», qu'une société américaine comme ExxonMobil pourrait exploiter. Esper et Milley prétendaient tous deux n'avoir connaissance d'aucun plan pour voler le pétrole syrien, alors même que les troupes américaines, soutenues par des véhicules blindés de combat Bradley, sont déployées sur les champs pétroliers de Deir Ezzor au nord-est du pays.



*Un convoi militaire américain s'arrête près de la ville de Tel Tamr, au nord de la Syrie [Photo: AP Photo/Baderkhan Ahmad]*

L'occupation américaine des champs pétroliers sert à couper du pétrole le gouvernement de Bachar al-Assad, une ressource vitale pour la reconstruction d'un pays décimé par une guerre de changement de régime de huit ans orchestrée par la CIA. C'est aussi une provocation directe face à la Russie, qui a signé des accords avec Damas pour l'extraction du pétrole, et pour la Chine qui avait déjà investi dans le pétrole en Syrie et est prête à jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction du pays.

De manière significative, Esper semblait identifier la Turquie, prétendue alliée de Washington dans l'OTAN, comme le principal défi aux opérations américaines en Syrie. Il a déclaré que l'incursion de la Turquie dans le nord-est du pays avait «compliqué l'espace de bataille». Il a décrit les milices islamistes soutenues par la Turquie et déployées contre le YPG comme une «carte blanche» pouvant provoquer un conflit plus large dans la région. Il a déclaré que l'intention déclarée d'Erdogan d'installer plus d'un million de réfugiés syriens dans les zones frontalières allait créer «le tumulte».

Dans son témoignage, Esper a répété un refrain déjà entonné ces derniers jours à propos d'une Turquie qui «sortait de l'orbite de l'OTAN».

Washington et Ankara sont de plus en plus en désaccord, le gouvernement turc du président Recep Tayyip Erdogan exigeant que l'OTAN soutienne sa position que la force mandataire américaine en Syrie, le YPG, est une organisation «terroriste».

À la suite du sommet de l'OTAN à Londres, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu avait déclaré qu'Ankara s'opposerait à la mise en œuvre des plans de renforcement militaire anti-russe dans les pays baltes à moins que l'alliance dirigée par les États-Unis accepte de soutenir la campagne contre le YPJ «terroriste». «Ce serait injuste que certains pays soutiennent le plan de défense du flanc est tout en refusant de s'entendre sur un plan similaire avec nous», avait-il déclaré.

Entre-temps, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères du Sénat a approuvé une loi qui impose de sanctions à la Turquie au motif que la Turquie a passé un contrat avec la Russie pour le déploiement de son système de défense antimissile S-400. Ankara a menacé de riposter contre toute sanction américaine par ses propres mesures dont l'exclusion éventuelle des forces américaines de la base aérienne stratégique turque d'Incirlik.

L'armée américaine reste dans le nord-est de la Syrie avec ce qu'elle prétend être une force de 600 soldats. Avec eux, il y a un détachement d'au moins 200 soldats des forces spéciales supplémentaires près de la poste frontière sud d'al-Tanf. Avec l'inclusion d'entrepreneurs militaires et la rotation temporaire des troupes, le déploiement réel est probablement au moins le double. Alors que les forces américaines occupent actuellement les gisements de pétrole syriens, leur mission n'est ni de «prendre le pétrole», comme le proclame fièrement Trump, ni de combattre un État islamique en ruines.

Ils poursuivent au contraire les mêmes objectifs stratégiques qui sous-tendent la guerre de changement de régime orchestrée par la CIA et initiée sous l'Administration Obama il y a huit ans. Washington cherche toujours à renverser le gouvernement du président Bachar al-Assad et à le remplacer par un régime fantoche plus souple à Damas. De plus, il est déterminé à réduire l'influence des principaux bailleurs de fonds du gouvernement Assad — l'Iran et la Russie — non seulement en Syrie, mais dans l'ensemble d'un Moyen-Orient riche en pétrole.

Esper a donné une explication un peu plus franche des déploiements américains dans la région lorsqu'il a déclaré à la Commission que «la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient vise à faire en sorte que la région ne soit pas un refuge sûr pour les terroristes; qu'aucune puissance hostile aux États-Unis ne domine la région; et que la région contribue à un marché énergétique mondial stable».

Il a souligné que la détermination du niveau des troupes américaines dans la région était liée à la stratégie globale de Washington : se préparer à la confrontation avec les «grandes puissances» rivales de l'impérialisme américain, en premier lieu la Russie et la Chine.

Dans la mesure où les Démocrates au sein de la Commission ont contesté Esper et Milley, c'était du point de vue de leurs préoccupations sur les girations de Trump dans la politique américaine en Syrie, qui pour eux renforçaient l'influence de la Russie en Syrie et au Moyen-Orient.

Esper fut formel: Washington était engagé dans un retrait «responsable» des forces de la région afin de les «réallouer» aux «conflits entre grandes puissances».

Bill Van Auken

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 13 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)